

RCS : RENNES Code greffe : 3501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RENNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1976 B 00007 Numéro SIREN : 305 008 476 Nom ou dénomination : RENOUEST
--

Ce dépôt a été enregistré le 21/09/2018 sous le numéro de dépôt 11194



Grégoire BUNOT
Marc SOUCARRE
Christian PALVADEAU
Experts - comptables associés
Commissaires aux comptes

Laurence GOYEC
Geneviève DURANTEAU
Rachel LEROUX
Experts-comptables

Cabinet Vilaine et Associés ■

Société civile d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région des Pays de Loire
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

RENOUEST

Rue Jules Vallès
35061 - RENNES

S.A.S. au capital de 825 000 €
R.C.S. RENNES 305 008 476

COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Février 2014 au 31 Janvier 2015

Certifié conforme



BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/15 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	61 345 840	21 742 684	39 603 155	35 872 932
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	274 364	195 301	79 063	86 086
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	198 139	195 301	2 838	9 862
FONDS COMMERCIAL (1)	76 224		76 224	76 224
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	45 154 664	20 002 705	25 151 958	26 062 965
TERRAINS	5 730 699	82 516	5 648 182	5 443 622
CONSTRUCTIONS	30 719 672	14 234 244	16 485 428	16 254 292
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	8 088 770	5 267 746	2 821 023	2 360 692
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	615 521	418 197	197 323	215 725
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				1 788 633
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	15 916 811	1 544 678	14 372 133	9 723 880
PARTICIPATIONS	9 139		9 139	9 139
TITRES IMMOBILISES DIVERS	6 710 986	1 544 678	5 166 308	5 303 387
PRETS	9 148 786		9 148 786	4 369 586
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	47 898		47 898	41 768
ACTIF CIRCULANT	18 356 773	70 768	18 286 004	21 700 667
STOCKS ET EN-COURS	9 347 194	61 498	9 285 696	9 287 086
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	56 777		56 777	58 017
MARCHANDISES	9 290 416	61 498	9 228 918	9 229 069
ACOMPTE VERSE SUR COMMANDES	8 166		8 166	
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	3 914 630	9 270	3 905 360	3 285 120
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	599 023	9 270	589 752	381 723
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	3 315 607		3 315 607	2 903 396
CREANCES DIVERSES (3)	1 972 200		1 972 200	726 993
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	6 074		6 074	2 482 108
DISPONIBILITES	2 655 803		2 655 803	5 457 554
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	452 703		452 703	461 803
TOTAL GENERAL	79 702 613	21 813 453	57 889 160	57 573 599
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an			19 114	10 939
(3) Dont à plus d'un an			37 827	



BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/15 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	22 213 970	21 626 016
CAPITAL	825 000	825 000
RESERVES	19 201 980	17 725 968
RESERVE LEGALE	82 500	82 500
AUTRES RESERVES	19 119 480	17 643 468
RESULTAT DE L'EXERCICE	2 031 235	2 826 012
PROVISIONS REGLEMENTEES	155 754	249 036
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>22 213 970</i>	<i>21 626 016</i>
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	259 688	259 688
PROVISIONS POUR RISQUES	259 688	259 688
DETTES (1)	35 415 502	35 687 894
DETTES FINANCIERES (2)	20 098 598	20 060 296
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	18 166 663	17 961 987
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	1 931 935	2 098 308
DETTES D'EXPLOITATION	14 718 404	15 069 772
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	9 501 428	10 230 543
DETTES FISCALES ET SOCIALES	4 698 873	4 330 092
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	518 102	509 136
DETTES DIVERSES	598 498	557 826
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	539 676	512 118
AUTRES DETTES DIVERSES	58 822	45 708
TOTAL GENERAL	57 889 160	57 573 599
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an	16 374 288 19 041 213	17 645 244 18 042 651
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques		



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/15 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	124 585 530	124 754 278
VENTES DE MARCHANDISES	122 506 816	122 992 000
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	21 658	37 498
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	1 837 407	1 302 726
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	124 365 882	124 332 225
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	49 974	33 042
REPRISES SUR PROVISIONS	60 154	206 860
TRANSFERTS DE CHARGES	44 499	88 856
AUTRES PRODUITS	65 020	93 293
CHARGES D'EXPLOITATION	120 409 194	119 501 273
ACHATS DE MARCHANDISES	95 125 053	95 771 388
VARIATION DES STOCKS	(7 192)	(663 029)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	271 032	265 793
VARIATION DES STOCKS	1 239	(10 376)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	8 891 542	9 050 988
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	2 164 039	1 784 373
SALAIRES ET TRAITEMENTS	8 691 273	8 247 289
CHARGES SOCIALES	2 427 558	2 536 918
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	2 754 971	2 444 896
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	61 498	55 406
AUTRES CHARGES	28 177	17 623
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 176 336	5 253 005
PRODUITS FINANCIERS	1 193 665	219 443
PARTICIPATIONS	7 750	5 467
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	43 356	49 970
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	240 285	161 551
REPRISES SUR PROVISIONS	776 058	
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	126 214	2 454
CHARGES FINANCIERES	767 981	1 182 633
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	250 795	712 161
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	517 185	470 471
RESULTAT FINANCIER	425 683	(963 189)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	4 602 019	4 289 815



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/15 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	93 283	178 973
SUR OPERATIONS DE GESTION		18 334
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	1	122 978
REPRISES SUR PROVISIONS	93 282	37 661
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 526 112	50 896
SUR OPERATIONS DE GESTION	817 647	18 194
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	687 006	16 700
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	21 459	16 001
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(1 432 829)	128 076
PARTICIPATION DES SALAIRES	627 164	857 489
IMPOTS SUR LES BENEFICES	510 791	734 391
<i>Total des produits</i>	<i>125 872 479</i>	<i>125 152 695</i>
<i>Total des charges</i>	<i>123 841 243</i>	<i>122 326 683</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	2 031 235	2 826 012
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier Produits financiers concernant les entreprises liées Charges financières concernant les entreprises liées	11 488	10 795

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a ouvert un troisième concept E.Leclerc Drive le 18 février 2014. L'investissement total d'un montant de 4 642 k€ (dont 468 k€ au titre de l'exercice) a été financé par emprunts bancaires à hauteur de 4 400 k€ (dont 1 600 k€ débloqués sur l'exercice).

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêt des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial est inscrit pour sa valeur d'acquisition ; il n'a pas fait l'objet d'amortissement.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	10 à 20 ans	- Matériel de transport :	5 ans
- Agencements des constructions :	10 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	8 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 7 500 actions de 110 euros.

Fonds commercial

* Fonds commercial SORAL	Acquisition en 1989 / 1990	76 225
		76 225

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	257 709	15 190	91	274 364
Immobilisations corporelles	43 361 756	1 843 211 (*)	48 747	45 154 664
Immobilisations financières - titres	7 382 467	24 665	687 006	6 720 126
Immobilisations financières - créances	4 411 354	4 796 364	11 032	9 196 685
	55 413 286	6 679 430	746 876	61 345 839

(*) Dont investissements drive 468 k€ et acquisition de matériels industriels pour un montant de 714k€ dans le cadre d'investissement Outre-Mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I.

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	171 623	23 770	91	195 301
Immobilisations corporelles	17 298 791	2 752 661	48 747	20 002 706
	17 470 414	2 776 431 (*)	48 838	20 198 007
(*) Dont dotation :				
. linéaire		2 269 921		
. dégressive		485 051		
. exceptionnelle		21 460		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS (*)	REPRISES (*)	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	249 036		93 282	155 754
Provisions pour risques et charges (1)	259 688			259 688
Dépréciations de l'actif immobilisé (2)	2 069 940	250 796	776 058	1 544 678
Dépréciations de l'actif circulant	69 425	61 498	60 155	70 769
	2 648 089	312 294	929 495	2 030 889
(*) Dont :				
. exploitation		61 498	60 155	
. financier		250 796	776 058	
. exceptionnel			93 282	

(1) Le montant des provisions pour risques et charges au 31/01/2015 correspond :

- à un litige suite à un contrôle URSSAF pour 72 688 €,
- à un litige commercial pour 187 000 €. La société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, a été assignée par le ministre de l'économie, en vue d'obtenir la restitution de ristournes perçues auprès des fournisseurs pour le compte de ses coopérateurs. Le tribunal de commerce de Paris a débouté la partie adverse, qui a fait appel de cette décision. La procédure est toujours pendante devant la Cour d'Appel de Paris.

(2) La provision pour dépréciation de l'actif immobilisé correspond à la dépréciation de titres immobilisés acquis dans le cadre d'investissements Outre-Mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I..

Biens pris en crédit-bail

Néant

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé (*)	9 196 685	19 115	9 177 571
Créances d'exploitation	3 922 797	3 884 970	37 827
Créances diverses	1 972 200	1 972 200	
Charges constatées d'avance	452 703	452 703	
	15 544 385	6 328 988	9 215 398
(*) Dont placement sur contrat GENERALI au 31/01/2015 :	7 325 679		

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	647 769	647 769		
Emprunts bancaires (1)	17 518 894	3 654 435	8 014 719	5 849 739
Emprunts & dettes financières divers (2)	1 931 935	268 046	1 585 377	78 512
Dettes d'exploitation	14 718 405	14 270 431		447 974
Dettes diverses	598 499	200 532	397 967	
Produits constatés d'avance				
	35 415 502	19 041 213	9 998 063	6 376 225
(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires				367 472
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice				2 300 000
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice				2 446 468
(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales				98 928

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir et charges constatées d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	112 647
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	28

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché et de ventes sur internet à emporter, et se ventile de la façon suivante :

	Hypermarché	Drive	Total
- Ventes de marchandises	111 154 498	11 352 318	122 506 816
- Production vendue	1 704 064	155 001	1 859 065
	112 858 562	11 507 319	124 365 881

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen équivalent temps plein se décompose ainsi :

- Cadres	10
- Agents de maîtrise	42
- Employés	342
	<u>394</u>

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2013, qui s'élève à 314 k€, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement, avec notamment l'acquisition de matériel pour le troisième drive et le remodling de la pâtisserie.

Pour les salaires versés en 2014, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 6 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir sur les salaires versés depuis le 1^{er} janvier 2015.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « Charges sociales » pour un montant de 504 k€.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cession d'immobilisations financières (1)	687 006	1
Provision pour investissement		93 282
Pénalités et amendes	91 383	
Subvention accordée	12 000	
Rappel cotisations suite contrôle URSSAF (2)	714 264	
Dotation aux amortissements des immobilisations mises au rebut	21 459	
	<u>1 526 112</u>	<u>93 283</u>

(1) Titres acquis dans le cadre d'investissements Outre-Mer régis par l'article 217 Undecies du C.G.I.

(2) La société conteste le bien fondé du redressement. La procédure contentieuse est en cours.

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	447 974
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	179 190
	627 164

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun, majorée de la contribution sur les revenus distribués de 3% et diminuée de réductions et crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère PEINTURIER GROUPE CONTROLE. La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	1 083 787
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	- 742 137
- Rappel d'impôt suite contrôle fiscal	169 141
	510 791

Observation : la société bénéficie d'une réduction d'impôt sur investissement (article 217 Undecies du C.G.I.)

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	457 934
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	376 079

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles et personnelles**

Les emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit sont garantis par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce, mandat irrévocable d'hypothéquer à première demande des biens et droits immobiliers, privilège de prêteur de deniers) à hauteur de 12 935 466 € et par des sûretés personnelles à hauteur de 1 460 228 €.

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	1 221 987	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	1 770 000	1 770 000
Emprunts obtenus non encaissés	480 000	480 000
Autres engagements (caution concernant le bailleur du bail à construction)	3 063 638	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective nationale du commerce à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 67 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 3 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 36 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : INSEE 2013.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 490 000€

Droit individuel à la formation (D.I.F.)

Les droits acquis au titre du D.I.F. ne font pas l'objet de provision inscrite dans les comptes.

Le montant des droits acquis résulte de dispositions légales.

En application de la convention collective, les salariés ont acquis un droit individuel à la formation de 31 098 heures au 31/12/2014.

Entreprises liées	LIEES	AVEC LIEN DE PARTICIPATION
Participations	9 139	75 000
Titres immobilisés		4 941 538
Provision dépréciation titres immobilisés		1 544 678
Clients et comptes rattachés	1 482	-
Autres créances d'exploitation	117 072	
Créances diverses	1 745 141	37 810
Emprunts bancaires		1 778 047
Emprunts et dettes financières divers	8 222	627 757
Dettes fournisseurs	5	
Produits de participation	6 912	-
Autres produits financiers	4 576	89 362
Charges financières	-	212 498
Charges exceptionnelles	-	12 000

	S.A.R.L RENOUEST VOYAGES	S.C.I INTRA ROCADE
	Rue Jules Vallés	Rue Jules Vallés
	35000 RENNES	35000 RENNES
	R.C.S. RENNES 428 564 040	R.C.S. RENNES 428 564 942
Filiales & participations à plus de 50 %		
Capital	7 630	1 524
Capitaux propres autres que le capital	601 793	4 622
Quote-part du capital détenu	100%	99%
Valeur brute des titres détenus	7 630	1 509
Valeur nette des titres détenus	7 630	1 509
Prêts et avances consentis	-	-
Cautions & avals donnés	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	1 745 437	39 282
Résultat du dernier exercice clos	86 595	4 622
Dividendes encaissés	-	-

	S.C.I. LILAS 1 (*) 9 Rue Huysmans 75006 PARIS R.C.S PARIS 792 111 627	S.A.S. BORA 2 (*) 9 Rue Huysmans 75006 PARIS R.C.S PARIS 529 666 323	S.N.C COMBANI TOTOROZA (*) 43 Rue de Paris 97400 SAINT DENIS R.C.S. ST DENIS 533 968 822
Filiales & participations à plus de 50 %			
Capital	880 545	3 869 803	1 083 560
Capitaux propres autres que le capital	-30 577	-213 256	-491 684
Quote-part du capital détenu	99.99%	59.78%	58.70%
Valeur brute des titres détenus	880 543	2 205 782	636 000
Valeur nette des titres détenus	784 980	1 698 391	222 601
Prêts et avances consentis	-	-	-
Cautions & avals donnés	-	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	32 136	211 625	203 659
Résultat du dernier exercice clos	-16 920	-38 401	-23 154
Dividendes encaissés	-	-	-

(*) Souscription de titres dans le cadre d'investissement Outre-Mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I.

	S.N.C. LOGISTIQUE S1 (*) 43 Rue de Paris 97400 SAINT DENIS R.C.S ST DENIS 510 231 822	S.A.R.L. OILDIST Lotissement des 5 Chemins 61220 BRIOUZE R.C.S ARGENTAN 449 617 117
Filiales & participations entre 10 & 50 %		
Capital	2 676 158	600 000
Capitaux propres autres que le capital	-386 964	-784 822
Quote-part du capital détenu	45.56%	12.50%
Valeur brute des titres détenus	1 219 213	75 000
Valeur nette des titres détenus	690 888	75 000
Prêts et avances consentis	-	37 500
Cautions & avals donnés	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	556 985	6 159 211
Résultat du dernier exercice clos	-116 447	-33 247
Dividendes encaissés	-	-

(*) Souscription de titres dans le cadre d'investissement Outre-Mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I.

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. PEINTURIER GROUPE CONTROLE

Rue du Mée - 35500 VITRE

R.C.S. : RENNES 379 325 178

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

RENOUEST
Société par actions simplifiée au capital de 825 000 euros
Siège social : Rue Jules Vallès - 35000 RENNES
305 008 476 RCS RENNES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 23 JUILLET 2015

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 janvier 2015

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 2 031 235,20 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 2 031 235,20 euros
En totalité au compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 21 150 716,10 euros.

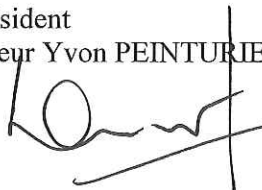
Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Total des sommes distribuées	Nombre d'actions concernées	Réfaction sur les dividendes (Article 158.3.2 CGI)	
			Dividende éligible	Dividende non éligible
31/01/2012	892 500 €	7 500	1 666 €	890 834 €
AGO du 6/12/2012	1 125 000 €	7 500	2 100 €	1 122 900 €
31/01/2013	1 800 000 €	7 500	3 360 €	1 796 640 €
31/01/2014	1 350 000 €	7 500	2 520 €	1 347 480 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 23 juillet 2015

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président
Monsieur Yvon PEINTURIER



RENOUEST SAS
Au capital de 825 000 €uros
Rue Jules Vallès
35000 – RENNES
305 008 476 R.C.S. Rennes

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2015

143 rue de Paris

CS 92107

53063 LAVAL cedex 9

Tél. : 02 43 53 81 61

Fax : 02 43 53 61 80

contact@altoneo.com

www.altoneo.com

SAS Altonéo Audit au capital de 234 615 € - 499 885 333 RCS LAVAL
N° TVA intracommunautaire
FR24 499 885 333
inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables des Pays de la Loire
et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Angers

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 janvier 2015

Madame et Messieurs les Associés
de la Société RENOUEST SAS,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 janvier 2015, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société RENOUEST SAS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans les notes de l'annexe concernant les faits caractéristiques de l'exercice.

.../...

II. JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9, alinéa 1, du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous attirons votre attention sur les éléments suivants :

La société constate, à la clôture de l'exercice, un stock net d'une valeur de 9 285 696 €.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à :

- assister à l'inventaire physique ;
- contrôler les quantités et l'évaluation des stocks par sondages ;
- vérifier la permanence des méthodes de valorisation.

Ces travaux n'ont pas révélé d'élément de nature à remettre en cause l'évaluation des stocks.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et contribuent donc à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Laval, le 7 juillet 2015

Le Commissaire aux comptes

ALTONEO AUDIT



Cédric TOMINE,
Associé

BILAN

ACTIF	Clôture au 31/01/15 Durée 12 mois			Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	61 345 840	21 742 684	39 603 155	35 872 932
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	274 364	195 301	79 063	86 086
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	198 139	195 301	2 838	9 862
FONDS COMMERCIAL (1)	76 224		76 224	76 224
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	45 154 664	20 002 705	25 151 958	26 062 965
TERRAINS	5 730 699	82 516	5 648 182	5 443 622
CONSTRUCTIONS	30 719 672	14 234 244	16 485 428	16 254 292
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	8 088 770	5 267 746	2 821 023	2 360 692
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	615 521	418 197	197 323	215 725
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				1 788 633
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	15 916 811	1 544 678	14 372 133	9 723 880
PARTICIPATIONS	9 139		9 139	9 139
TITRES IMMOBILISES DIVERS	6 710 986	1 544 678	5 166 308	5 303 387
PRETS	9 148 786		9 148 786	4 369 586
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	47 898		47 898	41 768
ACTIF CIRCULANT	18 356 773	70 768	18 286 004	21 700 667
STOCKS ET EN-COURS	9 347 194	61 498	9 285 696	9 287 086
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	56 777		56 777	58 017
MARCHANDISES	9 290 416	61 498	9 228 918	9 229 069
ACOMPTE VERSE SUR COMMANDES	8 166		8 166	
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	3 914 630	9 270	3 905 360	3 285 120
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	599 023	9 270	589 752	381 723
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	3 315 607		3 315 607	2 903 396
CREANCES DIVERSES (3)	1 972 200		1 972 200	726 993
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	6 074		6 074	2 482 108
DISPONIBILITES	2 655 803		2 655 803	5 457 554
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	452 703		452 703	461 803
TOTAL GENERAL	79 702 613	21 813 453	57 889 160	57 573 599
(1) Dont droit au bail			19 114	10 939
(2) Dont à moins d'un an			37 827	
(3) Dont à plus d'un an				

BILAN

PASSIF	Clôture au 31/01/15 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	22 213 970	21 626 016
CAPITAL	825 000	825 000
RESERVES	19 201 980	17 725 968
RESERVE LEGALE	82 500	82 500
AUTRES RESERVES	19 119 480	17 643 468
RESULTAT DE L'EXERCICE	2 031 235	2 826 012
PROVISIONS REGLEMENTEES	155 754	249 036
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>22 213 970</i>	<i>21 626 016</i>
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	259 688	259 688
PROVISIONS POUR RISQUES	259 688	259 688
DETTES (1)	35 415 502	35 687 894
DETTES FINANCIERES (2)	20 098 598	20 060 296
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	18 166 663	17 961 987
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	1 931 935	2 098 308
DETTES D'EXPLOITATION	14 718 404	15 069 772
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	9 501 428	10 230 543
DETTES FISCALES ET SOCIALES	4 698 873	4 330 092
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	518 102	509 136
DETTES DIVERSES	598 498	557 826
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	539 676	512 118
AUTRES DETTES DIVERSES	58 822	45 708
TOTAL GENERAL	57 889 160	57 573 599
(1) Dont à plus d'un an Dont à moins d'un an	16 374 288 19 041 213	17 645 244 18 042 651
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques		

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/15 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	124 585 530	124 754 278
VENTES DE MARCHANDISES	122 506 816	122 992 000
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	21 658	37 498
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	1 837 407	1 302 726
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	124 365 882	124 332 225
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	49 974	33 042
REPRISES SUR PROVISIONS	60 154	206 860
TRANSFERTS DE CHARGES	44 499	88 856
AUTRES PRODUITS	65 020	93 293
CHARGES D'EXPLOITATION	120 409 194	119 501 273
ACHATS DE MARCHANDISES	95 125 053	95 771 388
VARIATION DES STOCKS	(7 192)	(663 029)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	271 032	265 793
VARIATION DES STOCKS	1 239	(10 376)
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	8 891 542	9 050 988
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	2 164 039	1 784 373
SALAIRES ET TRAITEMENTS	8 691 273	8 247 289
CHARGES SOCIALES	2 427 558	2 536 918
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	2 754 971	2 444 896
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	61 498	55 406
AUTRES CHARGES	28 177	17 623
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 176 336	5 253 005
PRODUITS FINANCIERS	1 193 665	219 443
PARTICIPATIONS	7 750	5 467
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	43 356	49 970
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	240 285	161 551
REPRISES SUR PROVISIONS	776 058	
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	126 214	2 454
CHARGES FINANCIERES	767 981	1 182 633
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	250 795	712 161
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	517 185	470 471
RESULTAT FINANCIER	425 683	(963 189)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	4 602 019	4 289 815

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/01/15 Durée 12 mois	Clôture au 31/01/14 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	93 283	178 973
SUR OPERATIONS DE GESTION		18 334
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	1	122 978
REPRISES SUR PROVISIONS	93 282	37 661
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 526 112	50 896
SUR OPERATIONS DE GESTION	817 647	18 194
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	687 006	16 700
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	21 459	16 001
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(1 432 829)	128 076
PARTICIPATION DES SALAIRES	627 164	857 489
IMPOTS SUR LES BENEFICES	510 791	734 391
<i>Total des produits</i>	<i>125 872 479</i>	<i>125 152 695</i>
<i>Total des charges</i>	<i>123 841 243</i>	<i>122 326 683</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	2 031 235	2 826 012
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier		
Produits financiers concernant les entreprises liées	11 488	10 795
Charges financières concernant les entreprises liées		

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a ouvert un troisième concept E.Leclerc Drive le 18 février 2014. L'investissement total d'un montant de 4 642 k€ (dont 468 k€ au titre de l'exercice) a été financé par emprunts bancaires à hauteur de 4 400 k€ (dont 1 600 k€ débloqués sur l'exercice).

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial est inscrit pour sa valeur d'acquisition ; il n'a pas fait l'objet d'amortissement.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	10 à 20 ans	- Matériel de transport :	5 ans
- Agencements des constructions :	10 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	8 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix de revient connu.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 7 500 actions de 110 euros.

Fonds commercial

* Fonds commercial SORAL	Acquisition en 1989 / 1990	76 225
		76 225

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	257 709	15 190	91	274 364
Immobilisations corporelles	43 361 756	1 843 211 (*)	48 747	45 154 664
Immobilisations financières - titres	7 382 467	24 665	687 006	6 720 126
Immobilisations financières - créances	4 411 354	4 796 364	11 032	9 196 685
	55 413 286	6 679 430	746 876	61 345 839

(*) Dont investissements drive 468 k€ et acquisition de matériels industriels pour un montant de 714k€ dans le cadre d'investissement Outre-Mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I.

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	171 623	23 770	91	195 301
Immobilisations corporelles	17 298 791	2 752 661	48 747	20 002 706
	17 470 414	2 776 431 (*)	48 838	20 198 007
(*) Dont dotation : . linéaire		2 269 921		
. dégressive		485 051		
. exceptionnelle		21 460		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS (*)	REPRISES (*)	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées	249 036		93 282	155 754
Provisions pour risques et charges (1)	259 688			259 688
Dépréciations de l'actif immobilisé (2)	2 069 940	250 796	776 058	1 544 678
Dépréciations de l'actif circulant	69 425	61 498	60 155	70 769
	2 648 089	312 294	929 495	2 030 889
(*) Dont : . exploitation		61 498	60 155	
. financier		250 796	776 058	
. exceptionnel			93 282	

(1) Le montant des provisions pour risques et charges au 31/01/2015 correspond :

- à un litige suite à un contrôle URSSAF pour 72 688 €,
- à un litige commercial pour 187 000 €. La société coopérative nationale, à laquelle appartient la société, a été assignée par le ministre de l'économie, en vue d'obtenir la restitution de ristournes perçues auprès des fournisseurs pour le compte de ses coopérateurs. Le tribunal de commerce de Paris a débouté la partie adverse, qui a fait appel de cette décision. La procédure est toujours pendante devant la Cour d'Appel de Paris.

(2) La provision pour dépréciation de l'actif immobilisé correspond à la dépréciation de titres immobilisés acquis dans le cadre d'investissements Outre-Mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I..

Biens pris en crédit-bail **Néant**

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé (*)	9 196 685	19 115	9 177 571
Créances d'exploitation	3 922 797	3 884 970	37 827
Créances diverses	1 972 200	1 972 200	
Charges constatées d'avance	452 703	452 703	
	15 544 385	6 328 988	9 215 398
(*) Dont placement sur contrat GENERALI au 31/01/2015 :	7 325 679		

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	647 769	647 769		
Emprunts bancaires (1)	17 518 894	3 654 435	8 014 719	5 849 739
Emprunts & dettes financières divers (2)	1 931 935	268 046	1 585 377	78 512
Dettes d'exploitation	14 718 405	14 270 431		447 974
Dettes diverses	598 499	200 532	397 967	
Produits constatés d'avance				
	35 415 502	19 041 213	9 998 063	6 376 225
(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires				367 472
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice				2 300 000
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice				2 446 468
(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales				98 928

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir et charges constatées d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	112 647
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	28

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché et de ventes sur internet à emporter, et se ventile de la façon suivante :

	Hypermarché	Drive	Total
- Ventes de marchandises	111 154 498	11 352 318	122 506 816
- Production vendue	1 704 064	155 001	1 859 065
	112 858 562	11 507 319	124 365 881

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen équivalent temps plein se décompose ainsi :

- Cadres	10
- Agents de maîtrise	42
- Employés	342
	<u>394</u>

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2013, qui s'élève à 314 k€, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement, avec notamment l'acquisition de matériel pour le troisième drive et le remodling de la pâtisserie.

Pour les salaires versés en 2014, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 6 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir sur les salaires versés depuis le 1^{er} janvier 2015.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « Charges sociales » pour un montant de 504 k€.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cession d'immobilisations financières (1)	687 006	1
Provision pour investissement		93 282
Pénalités et amendes	91 383	
Subvention accordée	12 000	
Rappel cotisations suite contrôle URSSAF (2)	714 264	
Dotation aux amortissements des immobilisations mises au rebut	21 459	
	<u>1 526 112</u>	<u>93 283</u>

(1) Titres acquis dans le cadre d'investissements Outre-Mer régis par l'article 217 Undecies du C.G.I.

(2) La société conteste le bien fondé du redressement. La procédure contentieuse est en cours.

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	447 974
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	179 190
	627 164

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun, majorée de la contribution sur les revenus distribués de 3% et diminuée de réductions et crédits d'impôts.

Intégration fiscale

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale de la société mère PEINTURIER GROUPE CONTROLE. La charge d'impôt comptabilisée est égale à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	1 083 787
- Impôt concernant le résultat exceptionnel (participation des salariés incluse)	- 742 137
- Rappel d'impôt suite contrôle fiscal	169 141
	510 791

Observation : la société bénéficie d'une réduction d'impôt sur investissement (article 217 Undecies du C.G.I.)

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	457 934
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	376 079

AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles et personnelles

Les emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit sont garantis par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce, mandat irrévocable d'hypothéquer à première demande des biens et droits immobiliers, privilège de prêteur de deniers) à hauteur de 12 935 466 € et par des sûretés personnelles à hauteur de 1 460 228 €.

Engagements financiers	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	1 221 987	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	1 770 000	1 770 000
Emprunts obtenus non encaissés	480 000	480 000
Autres engagements (caution concernant le bailleur du bail à construction)	3 063 638	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective nationale du commerce à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 67 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 3 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 36 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : INSEE 2013.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 490 000€

Droit individuel à la formation (D.I.F.)

Les droits acquis au titre du D.I.F. ne font pas l'objet de provision inscrite dans les comptes.

Le montant des droits acquis résulte de dispositions légales.

En application de la convention collective, les salariés ont acquis un droit individuel à la formation de 31 098 heures au 31/12/2014.

Entreprises liées	LIEES	AVEC LIEN DE PARTICIPATION
Participations	9 139	75 000
Titres immobilisés		4 941 538
Provision dépréciation titres immobilisés		1 544 678
Clients et comptes rattachés	1 482	-
Autres créances d'exploitation	117 072	
Créances diverses	1 745 141	37 810
Emprunts bancaires		1 778 047
Emprunts et dettes financières divers	8 222	627 757
Dettes fournisseurs	5	
Produits de participation	6 912	-
Autres produits financiers	4 576	89 362
Charges financières	-	212 498
Charges exceptionnelles	-	12 000

	S.A.R.L RENOUEST VOYAGES Rue Jules Vallès 35000 RENNES R.C.S. RENNES 428 564 040	S.C.I INTRA ROCADE Rue Jules Vallès 35000 RENNES R.C.S. RENNES 428 564 942
Filiales & participations à plus de 50 %		
Capital	7 630	1 524
Capitaux propres autres que le capital	601 793	4 622
Quote-part du capital détenu	100%	99%
Valeur brute des titres détenus	7 630	1 509
Valeur nette des titres détenus	7 630	1 509
Prêts et avances consentis	-	-
Cautions & avals donnés	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	1 745 437	39 282
Résultat du dernier exercice clos	86 595	4 622
Dividendes encaissés	-	-

	S.C.I. LILAS 1 (*) 9 Rue Huysmans 75006 PARIS R.C.S PARIS 792 111 627	S.A.S. BORA 2 (*) 9 Rue Huysmans 75006 PARIS R.C.S PARIS 529 666 323	S.N.C COMBANI TOTOROZA (*) 43 Rue de Paris 97400 SAINT DENIS R.C.S. ST DENIS 533 968 822
Filiales & participations à plus de 50 %			
Capital	880 545	3 869 803	1 083 560
Capitaux propres autres que le capital	-30 577	-213 256	-491 684
Quote-part du capital détenu	99.99%	59.78%	58.70%
Valeur brute des titres détenus	880 543	2 205 782	636 000
Valeur nette des titres détenus	784 980	1 698 391	222 601
Prêts et avances consentis	-	-	-
Cautions & avals donnés	-	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	32 136	211 625	203 659
Résultat du dernier exercice clos	-16 920	-38 401	-23 154
Dividendes encaissés	-	-	-

(*) Souscription de titres dans le cadre d'investissement Outre-Mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I.

	S.N.C. LOGISTIQUE S1 (*) 43 Rue de Paris 97400 SAINT DENIS R.C.S ST DENIS 510 231 822	S.A.R.L OILDIST Lotissement des 5 Chemins 61220 BRIOUZE R.C.S ARGENTAN 449 617 117
Filiales & participations entre 10 & 50 %		
Capital	2 676 158	600 000
Capitaux propres autres que le capital	-386 964	-784 822
Quote-part du capital détenu	45.56%	12.50%
Valeur brute des titres détenus	1 219 213	75 000
Valeur nette des titres détenus	690 888	75 000
Prêts et avances consentis	-	37 500
Cautions & avals donnés	-	-
Chiffre d'affaires H.T.dernier exercice	556 985	6 159 211
Résultat du dernier exercice clos	-116 447	-33 247
Dividendes encaissés	-	-

(*) Souscription de titres dans le cadre d'investissement Outre-Mer régi par l'article 217 Undecies du C.G.I.

Société établissant des comptes consolidés

Les présents comptes annuels sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale par la société :

S.A.S. PEINTURIER GROUPE CONTROLE

Rue du Mée - 35500 VITRE

R.C.S. : RENNES 379 325 178

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.